

Note de synthèse pour soutenir la priorisation et l'augmentation des dépenses consacrées à la planification familiale et à la santé reproductive en République Démocratique du Congo (RDC)



L'allocation globale des ressources en santé en RDC augmente, mais les taux d'exécution restent faibles

En 2021, les dépenses publiques de santé par habitant étaient de :

55,212 CDF*
/22.70 USD¹

Une dépense publique annuelle d'**au moins 86 USD** par habitant est nécessaire pour que les pays à revenu intermédiaire et faible puissent fournir un paquet de services essentiels.²

*avec 1 dollar estimé à 1,993 CDF, au taux de 31 Décembre 2021

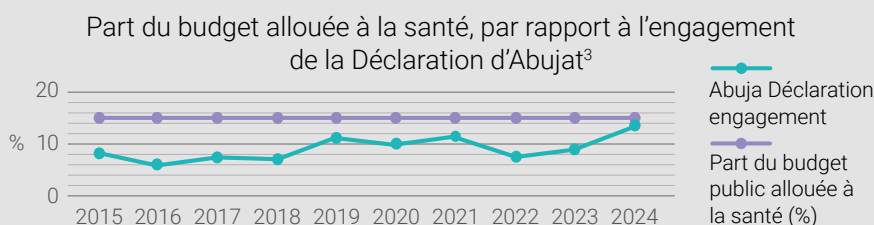
Les dépenses publiques de santé représentaient 4 % du PIB en 2022.^{3,4}

4%

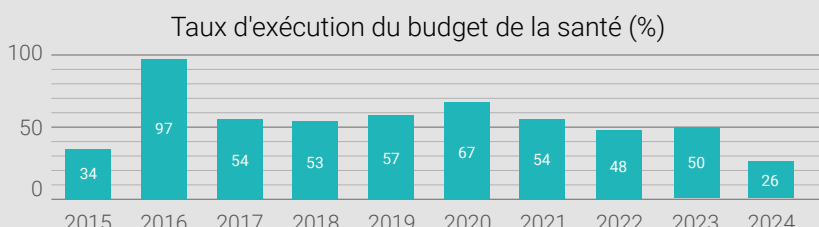
Il est largement admis que la réalisation de la CSU nécessite que les gouvernements consacrent **au moins 5 à 6 %** de leur PIB aux soins de santé.⁵

La proportion du budget allouée à la santé a significativement fluctué sur les dernières 10 années, de 6,7% en 2016 à 14,1% en 2024.³

En 2001, les États membres de l'Union Africaine (UA) se sont engagés à allouer au moins 15 % de leurs budgets nationaux à la santé.⁵



Bien qu'une augmentation globale de l'allocation à la santé ait été observée entre 2015 et 2024, une part significative du budget santé n'a pas été dépensée.³



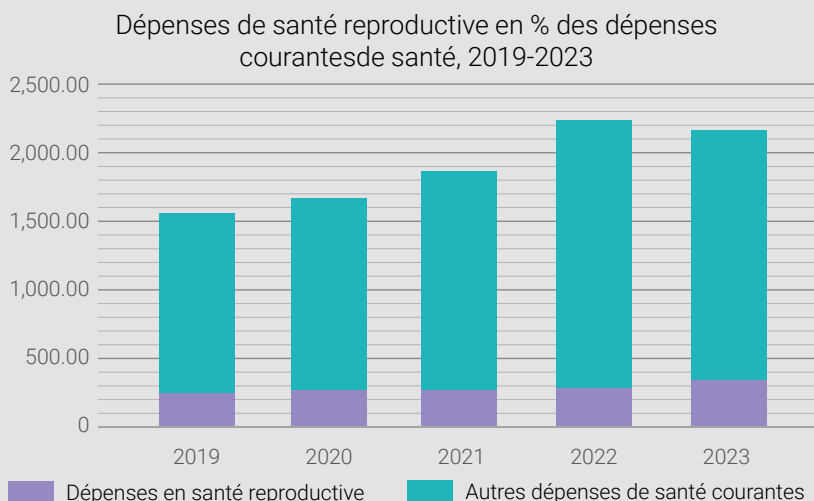
Seulement 3 % des dépenses en matière de santé reproductive sont consacrées à la planification familiale

La santé reproductive (SR), représentait entre 13% et 17% des dépenses courantes de santé sur la période 2019 - 2023.

Cependant, la majorité des financements consacrés à la SR portaient sur la santé maternelle et reproductive :

En 2021, 2022 et 2023, seulement 3 % des dépenses pour SR étaient consacrées à la planification familiale (PF), soit une moyenne de USD 9 millions chaque année.

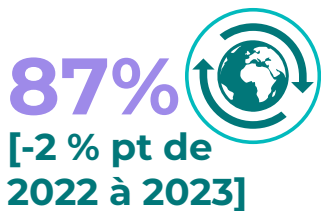
3%



En 2023, près de 90 % du financement de la planification familiale provenait de bailleurs

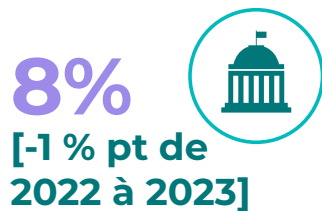
L'analyse des dépenses en PF de 2019 à 2023 a révélé une tendance constante, avec la grande majorité des financements provenant de bailleurs externes ou du « reste du monde ».³ En 2023, la répartition était la suivante :

« Reste du monde »



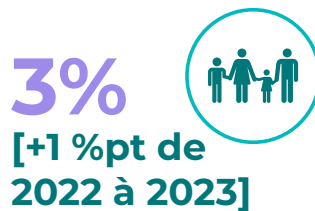
La dépendance persistante aux sources externes compromet la durabilité et la prévisibilité du financement de la PF.

Gouvernement



Les dépenses publiques en planification familiale sont relativement modestes, comparées aux financements externes. Compte tenu de la baisse des financements des bailleurs, il sera crucial d'augmenter cette part.

Ménages



Grâce à la gratuité des contraceptifs, les ménages contribuent une part faible mais croissante des dépenses de PF. Dans un souci d'équité, il est essentiel d'éviter que cette part n'augmente.

ONG nationales



La part des dépenses provenant des ONG nationales est négligeable, oscillant entre 1 et 2 % entre 2019 et 2023.³

La RDC a été fortement touchée par la réduction de l'APD, notamment en raison de la suspension des financements du gouvernement américain, qui représentaient 59 % des décaissements bilatéraux de l'APD pour la santé en RDC en 2023.⁷ Des recherches qualitatives menées en juillet 2025 ont révélé une perturbation significative des services de planification familiale dans les zones affectées par les conflits⁹:

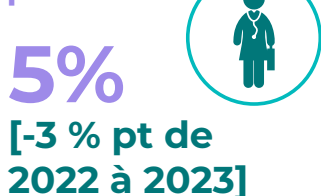
« Avec les coupes de l'aide américaine, les services de planification familiale sont presque inexistants pour les femmes qui les souhaitent, alors même que la planification familiale est l'une des stratégies pour réduire la morbidité et la mortalité maternelles d'ici 2030. »

Gestionnaire de programme de santé travaillant au Sud-Kivu

En 2023, la grande majorité des financements a été allouée aux infrastructures primaires, laissant peu de ressources pour la création de la demande, la gestion de la chaîne d'approvisionnement ou le suivi et l'évaluation

De 2019 à 2023, les dépenses de PF ont suivi une tendance constante, la grande majorité des fonds étant consacrée aux établissements de soins ambulatoires (entre 67 % et 84 %). En 2023, les dépenses par type de prestataires étaient les suivantes :

Prestataires de prévention



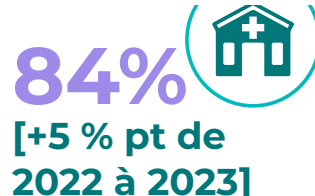
La part des dépenses consacrées aux prestataires préventifs est faible et en diminution, ce qui suscite des inquiétudes quant aux investissements dans la sensibilisation communautaire et la création de demande.

Administration et finance



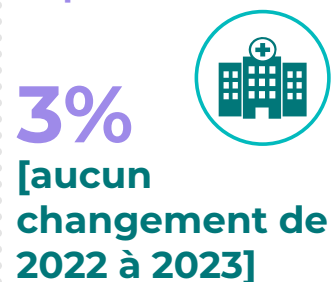
Les dépenses pour les services non sanitaires, dont la gestion et l'administration, sont restées relativement stables, oscillant entre 5 % et 9 %.

Etablissements de soins ambulatoires



La grande majorité des dépenses de PF provient des établissements de soins ambulatoires. Bien que cette part soit censée être élevée, ce niveau laisse peu de place pour des investissements essentiels tels que la formation et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Hôpitaux

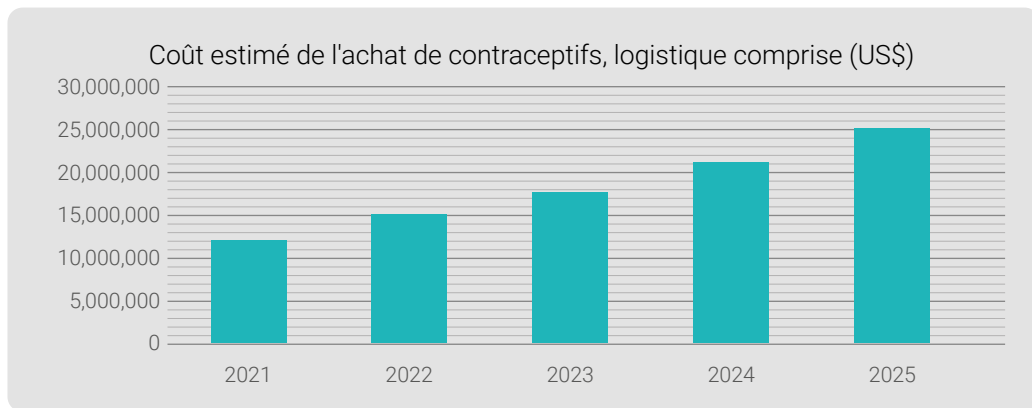


Une très faible proportion des dépenses transite par les hôpitaux.

Les engagements de la RDC d'allouer 5 millions de dollars américains par an pour l'achat de contraceptifs, bien qu'insuffisants, constituent une étape importante vers le financement national de la planification familiale.



Selon le Plan stratégique National Multisectoriel de Planification Familiale –(PSNM-PF) 2021-2025, le coût annuel moyen estimé pour l'achat des produits, y compris les frais logistiques, s'élève à USD 23,8 millions.⁹ Cela représente environ 45 % du coût annuel total estimé de la mise en œuvre du PSNM-PF chaque année (USD 43 millions).



Lors de la Conférence Internationale sur la Planification Familiale 2025 à Bogotá, en Colombie, le gouvernement de la RDC s'est engagé à passer de zéro budget pour les contraceptifs à 5 millions de dollars par an au cours des quatre prochaines années (2026 – 2029).^{10,11} Bien que ce montant reste nettement inférieur aux besoins de financement estimés, il constitue une étape importante vers l'appropriation nationale de la sécurité contraceptive en RDC. En tant que l'un des 54 pays du partenariat UNFPA Supplies, cet engagement pourrait permettre à la RDC de bénéficier de fonds de contrepartie de l'UNFPA, à raison de 2 dollars pour chaque dollar de financement national (jusqu'à USD 2 millions par an).¹²

Un investissement de 5 millions de dollars américains par an générera des bénéfices importants en matière de santé¹³



Économies de l'investissement dans la planification familiale



Chaque **US\$1** investi dans la planification familiale au-delà du niveau actuel réduit le coût des soins liés aux grossesses et des soins nouveau-nés de **US\$8.13**.



USD 5,000,000
investissement

Financé par: Gouvernement de la RDC



140,896 grossesses non désirées évitées

81,797 naissances non planifiées évitées

34,234 avortements à risque évités



86 vies de femmes et de filles sauvées

Messages clés :



Renforcer le financement public de la santé (jusqu'à 5 % du PIB) est essentiel pour garantir la souveraineté sanitaire et améliorer la prévisibilité du financement.



Il est nécessaire d'accorder une priorité accrue à la PF dans le budget consacré à la SR, compte tenu de son rôle essentiel dans la maternité sans risque, en particulier dans un contexte de réduction des financements externes.

Actions urgentes :



Renforcer le plaidoyer auprès du gouvernement national et des autorités locales pour augmenter la disponibilité et l'efficacité des financements dédiés à la SR, en :

- Assurer le suivi proactif du compact signé en octobre 2025 afin de garantir son paiement en 2026.

- Argumentant en faveur d'un investissement accru dans la planification familiale, en s'appuyant sur les données présentées dans cette fiche et en adaptant les messages aux intérêts et priorités des différentes parties prenantes.
- Organisant des tables rondes pour renforcer le soutien à l'investissement dans la PF/SR avec la participation des médias, de la société civile et de l'Assemblée nationale. L'un des sujets à inscrire à l'ordre du jour est la réduction des frais d'entreposage appliqués par les centres de distribution, de 8 % à 5 % de la valeur totale d'acquisition des contraceptifs, médicaments et autres intrants.



Suivre l'allocation et les dépenses afin de :

- Améliorer les taux de paiement pour la santé reproductive et dans le secteur de la santé, en mettant l'accent sur une exécution budgétaire accrue dès le début de l'année ;
- Renforcer le plaidoyer auprès du gouvernement afin d'obtenir une allocation annuelle de cinq millions de dollars pour l'achat de contraceptifs.



Explorer et promouvoir des stratégies innovantes pour accroître l'espace budgétaire consacré à la santé reproductive, telles que :

- la réduction des droits de douane sur les contraceptifs et les intrants connexes, ainsi que sur les médicaments et autres produits de santé ;
- l'utilisation de taxes affectées sur l'alcool, le tabac ou les boissons sucrées pour financer la santé reproductive.



- Renforcer le plaidoyer avec les partenaires techniques et financier pour s'aligner avec les politiques et procédures nationales en parallèle avec les engagements internationaux (ex l'Agenda de Lusaka).

Références

1. [Rapport sur les comptes santé 2021 - Réseau P4H](#)
2. [Lever davantage de fonds nationaux pour la santé : perspectives pour les pays à revenu faible et intermédiaire | Économie de la santé, politique et droit | Cambridge Core](#)
3. PNNS (2025) Dépenses en Santé de la planification familiale : Résultats de l'étude 2019-2023. Kinshasa, septembre 2025
4. [République démocratique du Congo | Organisation mondiale de la santé](#)
5. [abuja_report_aug_2011](#)
6. [Un objectif pour la CSU : Combien les gouvernements doivent-ils dépenser pour la santé ? | RESYST](#)
7. [Coupes dans l'aide officielle au développement \(EN\)](#)
8. [Abandonné en crise : l'impact des coupes budgétaires du financement mondial de la santé aux États-Unis en République démocratique du Congo - République démocratique du Congo | ReliefWeb](#)
9. [Plan_Strategique_National_RDC_2021-2025_1.pdf](#)
10. [Trois pays renforcent le financement de la planification familiale dans un « changement radical de la dépendance » en Afrique après des coupes dans l'aide financière | Développement mondial | Le Gardien](#)
11. [UNFPA-RDC sur X : « @ONURDCongo @PrimatureRDC @UKinDRC @FP2030Global @FP2030ESA @SwedeninDR Congo @NorwayInDRC @UEenRDC @MinSanteRDC Financement de la planification familiale en RDC ☑ Le gouvernement a signé l'accord-cadre de l'UNFPA pour le financement durable et innovant de la planification familiale en #RDC, à travers l'acquisition de contraceptifs et de https://t.co/VagtNAILbi » / X](#)
12. [Rapport annuel du Partenariat de Fournitures de l'UNFPA 2024_web \(2\).pdf](#)
13. [Calculateur d'impact de l'investissement en planification familiale | Institut Guttmacher](#)

Women's Integrated Sexual Health (WISH2) West and Central Africa (WACA) est un programme conjoint mis en œuvre par MSI Reproductive Choices, Ipas, Options, RAES, Sightsavers et WiLDAF-AO et financé par UKAID.



UK International Development

Partnership | Progress | Prosperity